

RIADH EL FETH

Qui fera renaître le monument de ses cendres ?

**Insécurité, manque d'animation culturelle et économique, insalubrité des lieux, pas d'affluence des visiteurs et des touristes, mauvaise gestion et bureaucratie administrative sont entre autres les problèmes que le directeur général de l'Office Riadh El Feth (Oref) a tenté de débattre hier avec quelques concessionnaires.**

**Irane Belkhedim-Alger (Le Soir)** - Prévue à 10h30 à la salle Ibn Zeydoun, la rencontre n'a pu commencer que 45 minutes plus tard. Le retard a terriblement agacé les présents qui ont «abandonné» leurs bureaux ou leurs commerces pour pouvoir participer à cette réunion de travail.

C'est le directeur général qui a ouvert le débat. «J'ai hérité d'une situation catastrophique. Ce qui se passe est désolant ! Je travaille quotidiennement de 8h à 16h. J'aurais aimé que mes collaborateurs fassent de même. Je suis fatigué ! Seul, je ne peux rien faire», a lancé d'emblée Aïssaoui. Les concessionnaires, qui s'attendaient à ce que leur administration leur soumette des propositions de «sortie de crise», se sont retrouvés à écouter les plaintes dudit responsable. «Mon propre chauffeur ne tient plus le rythme ! Il m'arrive de le laisser partir et de rentrer chez moi avec un ami ou de me débrouiller», a ajouté le directeur général, précisant que, désormais, il sera ferme avec les concessionnaires qui ne respectent pas les clauses de la convention signée avec l'Oref. «Certains commerçants baissent rideau à 16h30, ce n'est pas nor-

mal !». Le directeur général a énuméré les difficultés. Factures d'eau et d'électricité lourdes, facture d'assurance, difficultés d'organiser des rencontres culturelles ou des rendez-vous économiques...

A leur tour, les concessionnaires ont sorti leurs arguments. L'insécurité envenime leur quotidien. «Vendredi passé, une centaine de jeunes se sont réfugiés dans le complexe suite

à de fortes pluies. Les familles qui sirotaient calmement leurs boissons ont pris la fuite ! Elles ont eu peur ! Et il n'y avait aucun agent de sécurité sur place !», a témoigné un concessionnaire, estimant que si la direction générale souhaitait prolonger les horaires de fermeture des boutiques, elle n'a qu'à assurer la sécurité. Un autre commerçant a proposé d'accompagner les agents de sécurité par des policiers pour décourager les agresseurs à l'arme blanche. Récemment, un Portugais qui sortait d'un spectacle organisé dans le cadre du Festival européen a été agressé par des voyous. Armés de couteaux, ils l'ont blessé à l'oreille et lui ont pris son téléphone portable.

«Nous devons revoir l'organisme qui comporte trop de contradictions. Que veut dire la direction de l'exploitation et la direction du marketing ? Que font-elles ?», a interrogé un ancien concessionnaire qui a proposé de revoir toute la relation de travail qu'entretient la direction avec les commerçants. «Les conventions sont inadaptées.

Le règlement intérieur doit changer, c'est pire qu'une caserne ! Je suis un ancien militaire et dans une caserne, ce n'est pas aussi sévère !», a-t-il souligné, appelant les deux côtés à apprendre à vivre et à travailler ensemble.

La bureaucratie administrative a également été soulevée. Toutes les

directions ne sont pas opérationnelles, pourtant elles existent, ont affirmé les concessionnaires. «Ces directions nous ont obligés à payer ! La direction a vécu grâce à notre argent ! Vous nous avez fait beaucoup de mal. Basta !

Nous sommes fatigués !», s'est emportée une vieille commerçante. Elle n'était pas la seule à être dans cet état.

Enfin, la réunion a été clôturée par la désignation de deux représentants des concessionnaires, mandats par les présents pour poursuivre les discussions avec la direction générale. C'était l'unique proposition qui a été soumise aux commerçants. **I. B.**

RISQUES SISMIQUES MAJEURS

Les grands projets sont-ils à l'abri ?

**Les grands projets réalisés en Algérie survivront-ils aux risques sismiques majeurs ?**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le risque zéro n'existe pas, s'entendent à dire les experts réunis hier lors d'une conférence de presse au centre de presse *El Moudjahid*.

M. Belazougui Mohamed, directeur du Centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS) estime que l'Algérie a franchi énormément d'étapes en matière de réglementation parasismique. En introduisant notamment depuis des décennies les règles parasismiques dans les constructions. Appliquer les normes parasismiques suffit-il pour absorber un risque majeur ? Non,

reconnaît l'intervenant qui souligne que ces mesures sont plutôt destinées à réduire le risque. Autrement, enchaîne le professeur Djilali de l'Université de Bab Ezzouar, il n'y aurait pas tous les dégâts que l'on constate à travers le monde. Selon ce dernier, il est erroné de prétendre que l'on peut trouver des solutions miracles pour éliminer définitivement le risque.

La problématique, selon ce professeur c'est «Que fait l'Etat en matière de prévention ?» De son côté, le professeur en génie parasismique Abdelkrim Chelghoum estime que ces grands projets ont été réalisés depuis plusieurs années et la meilleure stratégie pour vérifier leur authenticité et leur résistance est de lancer des campagnes d'expertise. Soit installer des commissions de contrôle

et de suivi pour l'ensemble des ouvrages importants. «Nous n'avons pas cessé de tirer la sonnette d'alarme en tant qu'experts indépendants sur ce sujet», a-t-il indiqué.

Selon ce dernier, on ne peut pas certifier que les ouvrages sont sécurisés tant que l'expertise n'est pas faite. D'autant que, dira-t-il, la réglementation parasismique n'a pas suffisamment pris en considération la reconnaissance du sol. M. Lahmer, conseiller au ministère des Travaux publics, se veut, quant à lui, rassurant : «Tous les ouvrages d'art réalisés par notre département sont sécurisés, bien étudiés, contrôlés et suivis depuis l'étude du sol jusqu'à leur réalisation définitive.»

**S. A.**

DOUZE ENTREPRISES PUBLIQUES ENGAGÉES À LA DÉVELOPPER

L'intelligence économique pourtant au stade émergent

**Même si douze entreprises publiques se sont engagées à la mettre en œuvre, la volonté institutionnelle et même privée existent, le développement de l'intelligence économique reste cependant encore au stade des balbutiements.**

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)**- Intelligence économique, management des connaissances. Des concepts de plus en présents dans le discours entrepreneurial, institu-

tionnel, mais aussi académique et médiatique en Algérie. Ouvert hier et aujourd'hui à l'hôtel El Riadh de Sidi Fredj, dans sa cinquième édition, le Colloque international sur l'intelligence économique et le knowledge management (IEMA – 5), organisé par le cabinet de consulting NT2S, tente encore de vulgariser ces concepts, d'évaluer leur réalité en Algérie. Une réalité au demeurant mitigée, car si la collecte, la veille et la maîtrise de l'information stratégique pertinente ne sont pas ignorées dans la pratique économique algérienne, elles restent cependant limitées.

Dans la mesure où la mise en place de processus de veille économique vient à peine de démarrer. Voire qu'il n'y a pas eu de démarrage de l'intelligence proprement dite, qui reste «un processus complexe, très long», selon Amina Kadri Messaïd, enseignante et chercheur au CREAD. D'autant que ce processus est lié à la mobilisation d'outils, notamment informatiques

qui «coûtent cher», selon cette enseignante, de lancement de cellules de veille par les cadres d'entreprises formés, de la taille des entreprises... Car il ne s'agit pas d'imposer des recettes précises mais de réunir des conditions, d'acter selon une vision, comme l'explique Claude Revel, une universitaire française. Certes, la volonté institutionnelle existe en Algérie, comme le directeur général de la veille économique auprès du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIPMEPI) le relève. Selon Mohamed Bacha, une douzaine d'entreprises publiques, dont de grands groupes pharmaceutiques et du BTP, se sont engagées, volontairement, à mettre en œuvre un tel processus, bénéficiant du coaching et l'accompagnement d'experts du MIPMEPI et sous le contrôle des staffs dirigeants des entreprises et des sociétés de gestion des participations de l'Etat. Néanmoins, l'engagement du secteur privé à mettre en

œuvre ce processus reste peu probant, même si la volonté existe.

Et cela même si les entreprises privées peuvent bénéficier du programme de mise à niveau récemment lancé et visant 20 000 PME à l'horizon 2014, dans le cadre de la modernisation des systèmes d'information. Selon le représentant du MIPMEPI, l'étude des systèmes d'information dans les entreprises industrielles et la constitution de cellules de veille sont à l'ordre du jour. Voire la possibilité d'identifier au moins 400 entreprises privées qui pourraient souscrire volontairement à cette démarche. Or, l'amélioration de la compétitivité, le positionnement à l'international des entreprises peuvent être boostés grâce à une implication davantage confiante dans ce processus. Même si le processus «s'est engagé», selon Mohamed Bacha, la dynamique doit cependant continuer à s'auto-entretenir. Ce qui reste incertain.

**C. B.**

RÉGULATION DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La révision de la loi 2000 intégrera le développement de l'internet

**La loi 2000-03 du 5 août 2000, fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications, sera révisée et les amendements préconisés devraient prendre en charge le développement de l'Internet.**

C'est ce que le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Moussa Benhamadi, a indiqué hier, au palais de la culture Moufdi Zakaria, à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de la création de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT). Selon Moussa Benhamadi, un document est en cours d'élaboration pour amender ce texte et inclure tous les aspects liés à l'Internet et qui n'ont pas été

pris en charge dans le texte en vigueur ainsi que le rôle de l'ARPT.

L'opportunité pour le ministre de tutelle d'appeler à «optimiser davantage» la mission de l'ARPT, par l'instauration et le maintien d'un équilibre économique du marché, concernant le dégroupage de la boucle locale, les régimes d'interconnexion et l'interopérabilité des services. Et dans la mesure où il faut améliorer les services existants, il est impératif de créer des marchés de services entièrement

nouveaux, améliorer la qualité des réseaux et fiabiliser et sécuriser les informations. En ce sens, la présidente de l'ARPT, Zohra Dourdour a appelé à opérer un «toi-letage systématique» des cahiers des charges, en matière d'établis-

sement et exploitation des services des télécommunications, et à accroître l'offre de large bande, afin de généraliser l'Internet haut débit pour la téléphonie mobile de nouvelle génération.

**C. B.**

SMS INDÉSIRABLES

Le filtrage et la vigilance citoyenne de mise

Les SMS «indésirables» pourront être «filtrés» par des systèmes appropriés que les opérateurs de téléphonie mobile devront mettre en place. Une option convenue entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et les opérateurs concernés. Pour autant, le ministre de tutelle, Moussa Benhamadi, appelle les usagers à être vigilants et à «dénoncer» ce fléau.

**C. B.**

LE MINISTRE DU COMMERCE

A BLIDA :

«Des mesures seront prises pour ne pas tomber dans la crise de la farine»

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, en visite à Blida dans le cadre des assises régionales du commerce, a fait savoir, en marge de cette rencontre, que les demandes accrues en matière de semoule et de farine par nos voisins tunisiens et libyens, ont eu quelques retombées dans notre pays mais cela n'a pas empêché les autorités à prendre des mesures préventives pour ne pas tomber dans une crise. Pour ce faire, la production semoulière en Algérie sera élevée à un taux variant entre 50 et 60%. Il fera savoir également que des contrats ont été établis avec les minoteries pour légaliser la vente directe par les meuniers aux détaillants.

Pour ce qui concerne le mois de Ramadan, période pendant laquelle la demande de cette denrée est élevée, le ministre soutiendra que le problème de pénurie de semoule et de farine ne se posera pas puisque le mois de Ramadan coïncidera cette année avec la période des moissons et, par voie de conséquence, il y aura des quantités suffisantes de blé pour venir à bout de la pénurie.

**M.B**